



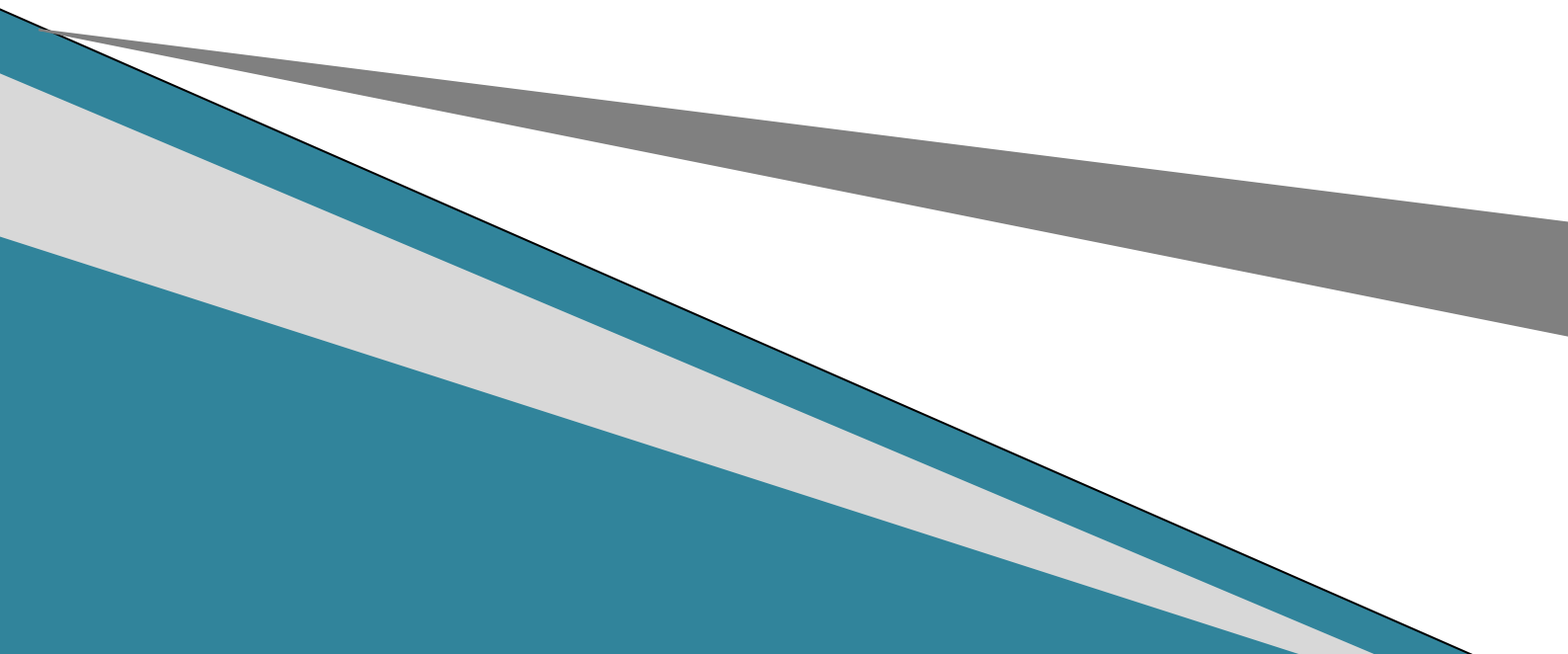
Service Juridique
330 Avenue de la Plaine
06250 MOUGINS

**AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL
EN VUE DE L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION D'UN MANEGE TYPE
CARROUSEL AU SEIN DU PARC PAYSAGER**

Date et heure limites de réception des propositions

Le 8 septembre 2023 à 12 heures 00

REGLEMENT DE LA MISE EN CONCURRENCE



ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 – Identification de la personne publique

Commune de Mougins 72 Chemin de l'Horizon – 06250 Mougins
Représentée par Monsieur Richard GALY, Maire

1.2 - Réglementation

Le présent cahier des charges a pour objet de conclure une convention d'occupation temporaire du domaine public après mise en concurrence en vertu de l'art L.2122-1-1 (ORDONNANCE N° 2017-562 du 19 avril 2017 – art. 3) du Code Général de la propriété des personnes publiques.

La présente consultation n'a pas pour objet d'attribuer un marché public ou un contrat de concession. Il n'est donc pas fait application du code de la commande publique ainsi que des articles L1411-1 et suivants du C.G.C.T.

1.3 - Objet

La Commune de Mougins souhaite proposer une offre de manège pour enfants type carrousel au sein du Parc paysager.

Pour ce faire, la Ville a décidé de mettre en concurrence l'occupation d'un emplacement destiné à accueillir un manège pour enfants.

La présente consultation a pour objet de fixer les modalités par lesquelles la Commune de Mougins autorisera le bénéficiaire à disposer d'un l'emplacement au sein du parc Paysager sis Chemin des Peyroues à Mougins et d'y exploiter un manège de type carrousel à ses risques exclusifs.

En contrepartie du droit d'occuper le domaine public communal, le bénéficiaire aura à verser à la Commune une redevance tenant compte des avantages procurés.

L'emplacement concerné est précisé sur le plan joint en annexe et sera précisément défini au regard des caractéristiques techniques du manège.

1.2 - Étendue

La présente procédure a pour objet de permettre l'occupation du domaine public communal en application du code général de la propriété des personnes publiques, par le recours à une autorisation d'occupation temporaire du domaine public. Elle ne peut donc ouvrir au profit du bénéficiaire, de droit quelconque, au bénéfice de la législation sur la propriété commerciale.

ARTICLE 2 - CONDITION DE LA MISE EN CONCURRENCE

2.1 - Durée de l'occupation du domaine public

La présente convention est consentie pour une durée d'UN (1) an, à compter de la date de signature de la convention, renouvelable tacitement deux fois pour la même durée sans que la durée maximale ne dépasse trois (3) ans.

Cependant, en raison de la domanialité publique des lieux, la présente convention est délivrée à titre précaire et révocable et l'attention du bénéficiaire est attirée sur le fait qu'il ne détient aucun droit acquis au renouvellement de la convention après l'expiration de la première période triennale.

2.2 – Négociation

La Commune se réserve la possibilité, sans pour autant qu'elle y soit tenue, de négocier avec l'ensemble des candidats ayant déposé un dossier, dans le but d'améliorer l'offre et pour retenir celui qui sera jugé le plus avantageux en fonction des critères indiqués ci-après.

Cette négociation pourra intervenir au moyen d'échanges de courriels le cas échéant et pourra porter sur n'importe quel élément du dossier.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DE LA CONVENTION

La convention d'occupation temporaire du domaine public sera attribuée après mise en concurrence au regard des critères de sélection des offres et leurs conditions de mise en œuvre définis dans le présent règlement de la consultation.

L'opérateur économique sera autorisé, par convention, à occuper une emprise au sein du parc paysager appartenant au domaine public afin d'y installer et exploiter un manège de type carrousel.

L'autorisation d'occupation du domaine public sera consentie pour l'exploitation exclusive d'un carrousel à l'exclusion de toute autre activité ludique ou de restauration ou de tout autre lieu d'implantation.

Dès lors, la seule activité de vente autorisée sera la vente de billet donnant droit à un tour de carrousel. Toutefois, et de manière accessoire, la vente de confiserie sera autorisée.

La convention sera conclue moyennant une redevance composée d'une part fixe annuel et d'une part variable assurée sur le résultat d'exploitation.

En raison de la domanialité publique des lieux, la présente convention est délivrée à titre précaire et révocable et l'attention du bénéficiaire est attirée sur le fait qu'il ne détient aucun droit acquis au renouvellement de la convention.

3.1. - Renseignements techniques

Le manège proposé devra correspondre à un manège de type carrousel répondant aux caractéristiques techniques suivantes :

- Une emprise au sol d'un diamètre de 8 mètres maximum
- Une emprise avec débordement de toit de maximum 10 mètres
- Une surface au sol d'environ 50 mètres carré
- Une masse maximale chargée environ 11 502 kg

Un plan de l'emprise sur laquelle devra être implanté le manège est fourni aux candidats.

Le manège devra strictement être implanté au sein de l'emprise définie.

Le manège devra respecter toutes les normes techniques et réglementaires en vigueur.

Une fiche technique devra être fournie par le candidat mentionnant les éléments suivants :

- Diamètre
- Hauteur
- Poids à vide
- Puissance électrique
- Description de la partie animation (nombre de sujet, places assises, type de sujet, etc.)

Le manège/carrousel ainsi que les éventuelles bâches protégeant le manège devront être en harmonie avec le site environnant.

3.2. - Redevance annuelle d'occupation du domaine public :

L'occupation du domaine public est consentie et acceptée moyennant une redevance composée d'une part fixe et d'une part variable.

La part variable correspond à un % du chiffre d'affaire et sera payable à l'issue de la fin d'occupation du domaine public et après transmission des documents comptables.

3.3. – Branchements et fluides

La Commune de Mougins met à disposition du prestataire, l'accès :

- Aux branchements électriques, avec comptage indépendant (Puissance électrique : environ 6kw ; Courant: 380kw)

ARTICLE 4 - CONTENU DU DOSSIER DE MISE EN CONCURRENCE

Le dossier de consultation qui devra être retourné à la Commune contient les pièces suivantes :

- un avis d'appel public à la concurrence,
- un règlement de mise en concurrence,
- une convention d'occupation temporaire du domaine public,
- un formulaire d'offre (+ états),
- une annexe technique (descriptif des lieux + plan),
- une annexe relative à l'attestation sur l'honneur,
- une annexe sur le règlement des occupations du domaine public,
- une annexe sur l'arrêté PM relatif à la lutte contre le bruit.

ARTICLE 5 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation doit être retiré sur le site internet de la Commune de Mougins :

<https://mougins.fr/>.

ARTICLE 6 – CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les candidats doivent produire un dossier de candidature composé des documents suivants :

- **Le présent règlement de consultation**, paraphé à chaque page, et signé avec la mention « lu et approuvé », accompagné de **l'attestation sur l'honneur** complétée, datée et signée (annexe 1),
- **La convention** valant cahier des charges paraphée à chaque page et signée en dernière page,
- **Le formulaire d'offre**, complété, daté et signé avec les **états suivants** :
 - L'état n°1 précisant l'amplitude horaire d'ouverture au public
 - L'état n°2 listant les justificatifs de sécurité / respect des normes
 - L'état n°3 listant les tarifs et les éventuelles offres commerciales
 - L'état n°4 précisant les caractéristiques du manège (couleur, forme, diamètre)
- **Les annexes** paraphées et signées,
- **Tout document permettant au candidat de démontrer qu'il a les capacités professionnelles et financières** pour répondre à la présente mise en concurrence (exemples : business plan, bilans

- comptables, chiffres d'affaires des précédentes années, déclarations de banques, présentation avec justificatifs de ses dernières activités et résultats etc...),
- Un extrait d'informations légales mentionnant son numéro SIREN ou d'inscription au RCS, un **extrait Kbis**.

La Commune de Mougins se réserve le droit de demander au candidat la production de toute pièce manquante, citée ci-dessus.

ARTICLE 7 – CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

7.1 – Transmission sous support papier

Les candidats devront transmettre leur dossier sous pli cacheté portant les mentions :

*Proposition pour : Convention d'occupation temporaire du domaine public
en vue de l'installation et de l'exploitation d'un manège type carrousel au sein du parc paysager*
NE PAS OUVRIR

Ce pli devra contenir les pièces définies à l'article 4 et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Mairie de Mougins
Service juridique
330 avenue de la Plaine – 06250 MOUGINS

Les coordonnées du service concerné sont les suivantes :

Tél : 04.92.92.58.48 - Email : juridique@villedemougins.com

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu.

Il est précisé que c'est la date de réception à l'adresse mentionnée ci-dessus qui est prise en compte, et non le cachet de la poste.

ARTICLE 8 – DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Le 8 septembre 2023 à 12h00.

ARTICLE 9 – CRITERES D'ATTRIBUTION

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-redevance – part variable Redevance fixe annuelle proposée par le candidat avec plancher minimum de 500 € et redevance variable annuelle de 3% du chiffre d'affaire avec un plancher annuel de 500 € (charges et consommations à la charge du bénéficiaire).	40 %

2 - Valeur technique (amplitude horaire, sécurité/normes, tarifs, proposition commercial lors des festivités)	30 %
3- Esthétique (insertion dans le site afin de ne pas dénaturer les lieux, couleur, forme, diamètre) Le manège sera de type Carrousel ancien, devant s'intégrer dans le paysage de la Ville et dans l'environnement du parc paysager. Il ne devra pas avoir l'aspect clinquant bon marché.	30 %

1^{er} élément du critère pondéré : montant de la redevance fixe annuelle proposé par le candidat (redevance fixe à 500€ et part variable de 3% du chiffre d'affaires avec un plancher annuel de 500 €)

Cet élément du critère pondéré sera examiné à concurrence de 40% dans le cadre du jugement des offres selon méthode ci-après.

Note = Proposition du candidat / Proposition du mieux disant X 40

Le candidat qui aura fait une proposition financière supérieure à celle des autres candidats obtiendra la note maximale de 40/40, les autres candidats seront notés en prenant en compte l'écart avec le premier selon la formule ci-dessus.

2^{ème} élément du critère pondéré : valeur technique

Cet élément du critère pondéré sera examiné à concurrence de 30% dans le cadre du jugement des offres.

Il est composé de quatre sous critères :

1^{ème} sous-critère : amplitude horaire de l'ouverture au public, pour valeur 10%, note sur 10.

Le candidat fournira un état de l'amplitude horaire de l'ouverture au public du manège et des jeux. Il précisera les éventuelles périodes de fermetures et/ ou de congés annuel. En cas d'état manquant, la note 0 sera attribuée.

2^{ème} sous critère : sécurité des installations, pour valeur 10%, note sur 10.

L'exploitation d'un manège de type carrousel est subordonnée au respect de plusieurs obligations en matière de sécurité (décret du 30 décembre 2008).

Le candidat devra fournir les justificatifs et pièces administratives du respect des normes de sécurité en vigueur (française, européennes...) en matière de manège de type carrousel. En cas d'état manquant, la note 0 sera attribuée.

3^{ème} sous critère : tarifs et offre commerciale, pour valeur 10%, note sur 10.

Le candidat précisera les tarifs qu'il entend appliquer. Etant précisé que les tarifs appliqués devront être raisonnable.

Il précisera également si une dégressivité des tarifs sera mise en place ainsi que les éventuelles offres proposées lors des festivités communales.

3^{ème} critère : esthétique et intégration dans le site, pour valeur 30%, note sur 30 :

Le manège sera de type Carrousel et devra s'intégrer au site du parc paysager. Il devra contenir des matériaux nobles de bonne qualité et en privilégiant le bois. Il ne devra pas avoir l'aspect clinquant bon marché et trop coloré (le mot d'ordre étant sobriété de forme et de distinction).

En cas d'état manquant, la note 0 sera attribuée.

Les notes pondérées seront additionnées et une note finale sera attribuée.

Chaque critère sera noté sur 20. La note obtenue sera ensuite pondérée selon le taux ci-dessus. Des nuances de notations pourront être attribuées pour chaque valeur de manière explicite.

ARTICLE 10 – CLASSEMENT DES OFFRES

La commission pour les occupations du domaine public procédera à un classement des candidats en fonction des notes attribuées à chacun d'entre eux, et en application des critères d'attribution.

En cas d'égalité finale entre candidats, la commission retiendra la candidature proposant la plus haute redevance.

En cas d'égalité finale entre candidats proposant une redevance identique, la commission spéciale départagera les candidats en leur permettant de déposer une meilleure et dernière offre financière qui devra être formulée par écrit et déposée en Mairie contre récépissé ou par voie postale avec accusé de réception dans le délai de 5 jours à compter de la demande de la Commune. Dans ce cas de figure, la Commission spéciale se réunira de nouveau pour approuver le choix du candidat finalement retenu.

En cas de désistement du candidat classé n°1, la Commune de Mougins se réserve le droit de retenir l'offre du candidat classé n°2 et ainsi de suite, dans l'ordre du classement.

Les propositions des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

ARTICLE 11 – CAS D'IRRECEVABILITE DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les offres seront déclarées irrecevables dans les cas suivants :

- La rédaction ou la présentation des pièces du dossier dans une autre langue que le français, ou dans une autre monnaie que l'euro,
- La réception tardive du dossier, après la date limite,
- La candidature d'une personne physique ou morale ayant une dette financière vis-à-vis de la Commune de Mougins,
- La non production des pièces (énoncées à l'article 6 du règlement de consultation) manquantes dans le dossier de candidature,
- Le dépôt d'un dossier manifestement incomplet ne permettant pas de juger l'offre du candidat en application des critères de sélection, ou ses capacités professionnelles et financières,
- Toute variante aux termes et conditions de l'entier dossier de consultation,
- Un même candidat ne pourra présenter à la fois une candidature en nom propre et une candidature en qualité de représentant d'une société pour une même mise en concurrence,
- Un même candidat ne pourra présenter plusieurs candidatures au nom de plusieurs sociétés dont il est le seul et même représentant. Une seule candidature sera possible.

ARTICLE 12 – CANDIDATURE PAR UNE PERSONNE PHYSIQUE

En cas de candidature par une personne physique, la convention d'occupation du domaine public sera signée avec celle-ci.

Tout transfert ultérieur du contrat à une société, pour exercer l'activité, objet de la présente consultation, ne pourra se faire que par avenant à la convention d'occupation du domaine public, soumis à l'approbation du conseil Municipal, et aux deux conditions cumulatives suivantes :

- La personne physique, bénéficiaire du contrat, devra détenir la totalité des titres de la société bénéficiaire du transfert,
- La personne physique, bénéficiaire du contrat, devra être le dirigeant de la société bénéficiaire du transfert.

Les termes de cette double condition devront être respectés pendant toute la durée de la convention d'occupation du domaine public, sous peine de résiliation de celle-ci, sans indemnité.

ARTICLE 13 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

13 .1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, une demande écrite par courrier ou par mail, jusqu'à 10 jours maximum avant la date limite de remise des dossiers de candidature, à :

Mairie de Mougins
Service juridique
330 avenue de la Plaine – 06250 MOUGINS
Tél : 04.92.92.58.48 - Email : juridique@villedemougins.com

La réponse sera alors transmise à l'ensemble des candidats ayant transmis une adresse valide.

ARTICLE 14 – VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours, à compter de la date limite de réception des dossiers de candidature.

La Commune de Mougins se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

ARTICLE 15 – PUBLICATION DE L'AVIS D'ATTRIBUTION

L'avis d'attribution de la convention d'occupation du domaine public sera publié dans le journal Nice Matin pendant 8 jours ainsi que sur le site internet de la Commune de Mougins (<https://mougins.fr/>).

ARTICLE 16 - RENSEIGNEMENTS ET MODALITES DE RECOURS EN CAS DE LITIGES

L'instance chargée des procédures de recours ou de renseigner les candidats sur ces procédures dans le cadre de la présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public est le Tribunal Administratif de Nice.

Tribunal Administratif de Nice

18 Av. des Fleurs - 06000 Nice

Téléphone : 04 92 04 13 13

Fax : 04 93 55 78 31

Toutefois, la voie d'un règlement amiable sera privilégiée en cas de difficulté.

Fait à, le

Mention manuscrite « *lu et approuvé la totalité des mentions ci-dessus libellées* »

Signature (et cachet éventuel) du candidat